



**A l'école, on admet les différences,
pas les inégalités.**

Pour l'école, on ne doit pas se priver.



Monsieur l'Inspecteur d'Académie

Derrière la carte scolaire que vous nous présentez aujourd'hui pour la rentrée 2011, se révèle un manque total d'ambition voire pire : de nouvelles attaques contre le service public d'éducation. Cette carte scolaire est le symbole de la politique rétrograde et régressive du gouvernement : avec près de 200 élèves de plus, le Rectorat sur ordre ministériel supprime 13 postes d'enseignants.

Samedi matin, parents et enseignants ont érigé un mur devant les locaux de l'Inspection Académique. Un mur pour symboliser l'attitude du gouvernement vis-à-vis des demandes de moyens nécessaires au bon fonctionnement du système éducatif, à la réussite de tous les élèves. Ils ont manifesté leur colère face à la pénurie imposée à l'Education Nationale. Ils ont dénoncé les 16 000 suppressions de postes prévues pour la rentrée, suppressions qui s'ajoutent aux 49 700 suppressions postes d'enseignants depuis 2007. Depuis le mois de janvier, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées partout en France, devant les Rectorats, les Inspections Académiques, mais aussi localement (Amilly-Cintray, Authon du perche, St Pellerin, Courtalain...) pour exiger d'autres moyens pour l'école. Vous l'aurez compris, ce n'est pas uniquement les enseignants qui dénoncent cette politique. En effet, selon un sondage commandé par le CSA par le SNUipp-FSU, 80% des français jugent négativement la politique du non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite. 82% d'entre eux estiment que cette politique aura un effet négatif sur la réussite des élèves.

Le SNUipp FSU n'accepte pas la suppression des postes d'enseignants spécialisés des Rased, et revendique le retour des postes supprimés depuis deux ans. Derrière ces nouvelles suppressions et le manque de moyens, le refus massif d'offre de formation, l'objectif est bien de démanteler ces réseaux. La prévention est une des missions premières des Rased, cette mission permet à l'école de remédier aux difficultés avant qu'elles ne se transforment en échec scolaire durable. Le SNUipp FSU n'accepte pas cette mort annoncée, et continue de revendiquer un système éducatif à même de prévenir la difficulté scolaire, et d'y remédier.

Enfin, vous justifiez vos mesures par le fait que les seuils seront sensiblement les mêmes que l'an passé et que la moyenne des élèves par classe ne changera pas. Nous ne partageons pas ce satisfecit que le département s'adresse. Comment accepter qu'aucun moyen supplémentaire ne soit alloué alors que près de 200 élèves supplémentaires sont attendus dans les écoles. Le SNUipp FSU n'accepte pas le renoncement à la scolarisation des moins de trois ans. Nous n'acceptons pas non plus que les seuils d'ouverture soient si élevés engendrant ainsi des classes surchargées. Comment peut-on imaginer par exemple que l'école maternelle, premier lieu de scolarisation, puisse remplir cette mission convenablement lorsque les effectifs avoisinent les 30 par classe. De même, on nous invite de plus en plus à la « différenciation pédagogique », à l'aide individualisée sur le temps de classe,

comment les mettre en œuvre réellement avec deux heures d'enseignement en moins pour tous depuis 2008 et deux à trois élèves de plus par classe...

La disparition des surnombres (qui ont permis d'éviter pour l'instant une situation de pénurie de remplaçants) va considérablement dégrader la situation à la rentrée prochaine. Ces suppressions de postes, et oui car inscrites dans le budget 2011, acte le retour de personnels contractuels sans qualification particulière dans les écoles pour la rentrée prochaine. Elles présagent également la fin de la formation initiale et continue des enseignants repoussant hors temps scolaires les formations indispensables. Enseigner est un métier complexe qui ne se résume pas à un livre de recette ou une clé USB

D'ailleurs, avant de finir, nous tenons à réaffirmer que nous continuons à revendiquer le retour de l'année de formation initiale professionnelle rémunérée supprimée l'an passé. Le SNUipp FSU n'accepte pas les conditions dramatiques dans lesquelles l'Éducation Nationale a placé les professeurs stagiaires cette année.

Derrière cette carte scolaire, c'est bien l'école dans son ensemble qui est attaquée. Moins l'École Publique répond à ces missions de Service Public plus se développent les replis communautaires, plus la Laïcité est mise à mal. Nous tenons donc à réaffirmer qu'une autre école est possible, une école permettant la réussite de tous les élèves, et non comme le veut le ministre et comme l'organise ses services à tous les échelons une école qui ne servirait qu'à repérer les plus méritants.